

**VSP-DIR-425**  
**Services d'interprètes**

1.0 But

1.1 Le but de cette politique est d'obtenir des services d'interprètes pour les employés du département engagés dans des affaires départementales.

2.0 Politique

2.1 Il est de la politique de la Police de l'État du Vermont de fournir des services adéquats et efficaces à tous les membres du public en facilitant les communications avec les personnes ne parlant pas l'anglais en utilisant des services d'interprète au besoin.

2.2 Les membres doivent obéir à la section VI de la constitution des droits civils de 1964 et utiliser des services d'interprète professionnel en personne ou au téléphone lorsqu'il est nécessaire de parler avec une personne dont les compétences en anglais sont limitées.

2.3 Selon les lois Fédérales et de l'État, les agences des forces de l'ordre sont requises de fournir des services d'interprètes qualifiés à toute personne qui en a besoin. Les membres ne doivent pas contacter les autorités fédérales pour des services d'interprétation à moins que se soit une situation d'urgence et que des services d'interprètes ne soient pas disponibles d'autres façon.

2.4 À moins qu'une de ces exceptions s'appliquent, le membre ne doit pas questionner sur le statut d'immigrant de la personne pour laquelle les service d'interprètes sont requis :

- A. Le membre de l'agence travail en partenariat avec le Fédéral dans l'opération "Stone Garden" ou tout autre programme fédéral similaire.
- B. À moins que le statut d'immigrant soit nécessaire à la poursuite de l'enquête d'un acte criminel. Il est important de mettre l'emphase sur le fait que le membre ne doit pas se servir des caractéristiques d'une personne comme raison pour demander son statut d'immigrant.

3.0 Procédure

3.1 Lorsqu'un membre ou un employé du département doit communiquer avec une personne ne parlant pas l'anglais, et que le besoin d'interprète est établi, et qu'il n'y a pas d'agent qui parle la langue, le service d'interprète approuvé par le département devrait être utilisé. L'autorisation préalable d'un superviseur n'est pas nécessaire.

3.2 Les services d'interprètes sont disponibles par téléphone avec l'interprète qui agit comme pont entre la personne ne parlant pas anglais et le membre ou employé du département.

- A. Essayer d'identifier le langage de la personne ne parlant pas anglais.
- B. Appeler la répartition par téléphone afin que le répartiteur puisse connecter l'agent avec le service d'interprète. Le numéro de téléphone et de compte est disponible dans chaque centre de communication.
- C. Le répartiteur mettra ensuite l'agent en contact direct avec l'interprète. La communication entre l'agent, l'interprète et la personne ne parlant pas anglais se fait par téléphone.
- D. Pour des fins de suivi et de facturation, un formulaire de suivi de service d'interprète doit être complété par le répartiteur et soumis au superviseur du centre de communication à chaque fois que le service d'interprète est utilisé. Ce formulaire est disponible dans chaque centre de communication et dans le fichier de "Power DMS"
- E. Pour des rencontres planifiées à l'avance en personne, l'association des Africains vivants au Vermont (AALV) et le programme de réinstallation de réfugiés au Vermont (VRRP) ont aussi des interprètes disponibles. Les numéros de ces organisations sont aussi disponibles auprès de chaque centre de communication et devrait être contacté le plus tôt possible pour faciliter la planification.

- 1. L'interprète du programme de réinstallation de réfugiés au Vermont requiert qu'un formulaire de contact, disponible dans Power DMS, soit utilisé afin de documenter l'usage d'interprète. Il y a des frais pour leurs services qui seront facturés au département. Dans certaines circonstances, il pourrait avoir un interprète disponible en dehors des heures de bureau ou lors de situation de crise.

### 3.3 Restrictions

- A. L'usage de services d'interprétation approuvé par le département est autorisé seulement pour des affaires départementales officielles. Tout autres usages est strictement défendu et des actions disciplinaires pourraient être entrepris et pourrait mener à la terminaison de l'emploi.

Effectif le 30 Janvier 2019

Le manuel de la Police de l'État du Vermont ne fournit qu'un support à l'interne. Il n'a pas pour but ou ne fait pas en sorte de créer certain droits, substantiel ou procéduraux, qui sont exécutoire par la loi ou par un parti civil, criminel ou administratif. Il ne s'applique pas dans des processus criminels ou civils en dehors d'affaire interne du Département. Aucune politique de ce document ne devrait être interpréter afin de créer un statut légal de sécurité ou de servir de preuve lors de réclamation de tierces personnes.